



HAL
open science

Venezuela : l'élection présidentielle du 20 mai 2018

Carlos A. Romero

► **To cite this version:**

Carlos A. Romero. Venezuela : l'élection présidentielle du 20 mai 2018. Les études du Centre d'études et de recherches internationales, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 2019, pp.12 - 15. hal-03471481

HAL Id: hal-03471481

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03471481>

Submitted on 8 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Venezuela. Tensions internes et préoccupations internationales

par Carlos A. Romero

Le Venezuela a été confronté en 2018 à d'importants problèmes intérieurs et extérieurs. L'aggravation de la crise économique, l'intensification de l'émigration et la disqualification du régime par les acteurs internationaux (gouvernements, organismes multilatéraux, ONG, médias, réseaux sociaux) ont engendré une situation explosive qui menace constamment la stabilité du régime.

Le jugement très négatif porté par ces acteurs internationaux sur la situation du pays les a conduits à évoquer la nécessité d'une aide internationale pour faire face à la crise humanitaire qui frappe tant la diaspora vénézuélienne que la population du pays affectée par une crise du système de santé publique et une dégradation sans précédent des conditions économiques et sociales. Ils ont durci leur appréciation politique de l'action et du bilan du gouvernement vénézuélien, n'hésitant plus à qualifier Maduro de dictateur, parlant d'un véritable effondrement du pays, et le classant dans la catégorie des « Etats faillis » qu'il faut « sauver » en vertu de la doctrine de la « responsabilité de protéger ».

Le gouvernement vénézuélien a déclaré dans plusieurs enceintes que cette situation explosive était le produit d'une campagne médiatique de dénonciation relayée par une grande partie de l'opposition, et d'une guerre économique visant à étouffer le commerce extérieur du pays, à perturber la gestion de sa dette et à assécher le flux d'investissements dans les secteurs de l'énergie et des mines.

L'opposition vénézuélienne a créé une plateforme politique pour coordonner son action avec celle de la communauté internationale afin d'enclencher un changement de régime. De son côté, le gouvernement a cherché et trouvé le soutien de quelques pays amis comme Cuba, la Chine, l'Iran, la Russie et la Turquie, ce qui lui a permis de contrebalancer les critiques dont il est la cible depuis plusieurs mois.

Pour autant, la crise vénézuélienne ne se résume pas à un simple conflit politique dont les protagonistes se fustigent par médias interposés. Un certain nombre de données objectives attestent que le pays est proche de l'effondrement : hyperinflation, pénuries d'aliments et de médicaments, paralysie des services publics (eau, électricité, collecte d'ordures, routes, transport) à quoi s'ajoutent la faim, les migrations massives et le mécontentement social. Une situation extrême liée au processus de centralisation et d'exclusion engagé par le régime, et à la disparition croissante d'espaces démocratiques. Qu'est-il donc arrivé au Venezuela pour qu'il devienne l'un des centres d'attention de la scène internationale ?

Polarisation et autoritarisme

Sur le plan de la politique intérieure, les tendances à l'extrême polarisation politique et à l'autoritarisme croissant observées depuis 1999 se sont exacerbées, une élite contrôlant de plus en plus étroitement les processus institutionnels, électoraux et judiciaires, rompant ainsi avec le principe d'équilibre des pouvoirs et le *fair play* qu'exige la démocratie.

L'élite qui gouverne le Venezuela n'a pas seulement altéré l'Etat de droit. Elle a engagé le pays dans la voie de la militarisation et de la répression, rompant avec la légalité et permettant à la justice militaire de juger des cas civils, tout en violant les droits de l'homme.

L'opposition, pour sa part, n'a pas su répondre efficacement, alors qu'elle détient la majorité à l'Assemblée nationale depuis décembre 2015, qu'elle a organisé un référendum pour rejeter l'élection de l'Assemblée nationale constituante en juillet 2017, et qu'elle a participé aux élections (gouverneurs en octobre, maires en décembre et présidentielles en mai 2018, au moins pour partie)¹ en dépit de campagnes électorales biaisées.

Préalablement, entre septembre 2017 et janvier 2018, plusieurs sessions de dialogue ont eu lieu entre le gouvernement et l'opposition en République dominicaine. Il leur a cependant été impossible de s'entendre sur une feuille de route et de signer un accord concernant les élections, l'ouverture d'un canal humanitaire, la libération des prisonniers politiques et la restauration du pouvoir législatif.

Après l'échec de ces négociations et de la convocation anticipée des élections présidentielles, la communauté internationale a créé une plateforme politique et médiatique (Le Front large pour le Venezuela) pour permettre à un certain nombre d'organisations² de procéder à une évaluation critique du processus électoral. Les membres de cette plateforme ont déclaré les élections illégitimes et n'ont pas reconnu leurs résultats. Certains pays ont de surcroît pris des sanctions individuelles à l'encontre de proches du régime.

Les membres de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) ont quant à eux critiqué l'ingérence internationale dans les affaires politiques intérieures du Venezuela. En 2018, cette alliance s'est toutefois affaiblie. L'Equateur a quitté le groupe le 23 août pour protester contre l'inaction de Maduro face à la crise migratoire. Cuba semble préoccupée par la tournure de ses relations avec les Etats-Unis en raison de l'attitude critique de Donald Trump à l'égard du rétablissement des relations diplomatiques. L'enjeu en termes de relations économiques et commerciales est fondamental pour l'île. La Bolivie a fait preuve de prudence diplomatique, et Daniel Ortega au Nicaragua a affronté une opposition qui lui reprochait la violente répression des manifestations³.

Soulignons enfin le rôle joué par quatorze pays du continent dans le cadre du Groupe de Lima. Très critique à l'égard de Maduro, le Pérou a décidé de ne plus inviter le Venezuela au Sommet des Amériques prévu en avril 2018, un geste salué par l'ensemble du groupe.

En mai 2018, le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Luis Almagro, a exigé qu'une enquête soit ouverte par la Cour pénale internationale. L'OEA ne peut saisir la Cour, seuls les pays partie au statut de Rome sont habilités à le faire. Le projet a finalement été porté en septembre par cinq pays latino-américains (Argentine, Colombie, Chili, Paraguay et Pérou), auxquels se sont joints le Canada et la France. Dès février, la Cour avait ouvert un examen préliminaire du cas vénézuélien, étape importante avant la saisine et l'ouverture d'une enquête formelle.

¹ Voir l'analyse d'Olivier Dabène sur le Venezuela dans la troisième partie de ce volume.

² L'ONU, l'UE, l'OEA, le Mercosur, certains pays de l'Unasur et de la Celac, ainsi que quarante-cinq autres pays.

³ Voir l'analyse de Maya Collombon dans ce volume.

Lors de l'assemblée générale de l'OEA en juin 2018, la majorité des pays ont voté pour que la crise vénézuélienne soit inscrite à l'ordre du jour. Une résolution critique a été adoptée et une réunion extraordinaire a été convoquée pour examiner l'applicabilité de la Charte démocratique interaméricaine. En cas de violation de cette charte, un pays membre peut être suspendu. Le Venezuela a réagi en rappelant qu'il avait entamé une procédure de retrait de l'OEA et qu'il était donc indifférent à une éventuelle condamnation.

Nicolás Maduro a pris ses fonctions de président en prêtant serment devant l'Assemblée nationale constituante le 24 mai 2018. L'opposition a crié à la « farce » car la Constitution prévoyait que ce mandat présidentiel ne débute que le 10 janvier 2019.

La crise migratoire

Sur le plan international, rien n'a plus altéré l'image du Venezuela que le flux de migrants fuyant le pays, principalement pour des raisons économiques. Le nombre de Vénézuéliens ayant quitté le territoire est estimé à 10 % de la population totale (soit trois millions, dont un million de Vénézuéliens originaires de Colombie).

Les migrants vénézuéliens sont devenus un problème pour les pays voisins qui voient croître continuellement le flux d'entrées quotidiennes. Une réunion s'est tenue sur ce thème à Quito les 3 et 4 septembre 2018, à l'occasion de laquelle treize pays d'Amérique latine et l'OEA ont discuté de la situation régionale provoquée par la crise humanitaire. Les participants ont signé une déclaration par laquelle ils se sont engagés à coordonner leur gestion des flux de migrants.

De plus, le Conseil permanent de l'OEA a organisé une réunion le 5 septembre 2018 pour discuter de cette crise migratoire. Et lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre, plusieurs pays ont pris position contre le régime de Maduro et en faveur d'une aide humanitaire pour le Venezuela. Dans ce contexte, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a annoncé la rédaction d'un rapport sur la protection des droits de l'homme dans ce pays.

Parallèlement, les relations entre le Venezuela et ses voisins se sont dégradées. La Colombie a quitté l'Unasur et s'est convertie en principal soutien à l'opposition radicale vénézuélienne, en permettant qu'elle opère depuis son territoire. La détérioration des relations bilatérales est telle que la possibilité d'un conflit armé entre les deux pays n'est plus exclue. Avec le Guyana, la situation s'est aggravée après que le différend frontalier relatif au territoire d'Esequibo a été porté devant la Cour internationale de La Haye. Selon certains experts⁴, le Venezuela n'est pas en bonne position pour gagner cette affaire.

Toujours sur le plan international, le gouvernement a lancé une vaste campagne médiatique après le prétendu attentat au drone contre le président Maduro le 4 août. La réaction diplomatique de la plupart des pays a consisté à condamner un acte que certains ont qualifié de terroriste. L'Union européenne s'est refusée à le faire, ce qui a motivé une note de protestation du gouvernement vénézuélien. Le Groupe de Lima s'est montré préoccupé par la vague de répression qui a suivi les faits.

⁴ Comme Emilio Figueredo, ancien ambassadeur vénézuélien auprès de l'ONU, ou Sadio Gavarini, ancien ambassadeur vénézuélien au Guayana.

Onze des quatorze pays membres du Groupe de Lima ont adopté une déclaration le 16 septembre 2018 en faveur d'une issue pacifique et négociée à la crise vénézuélienne, s'opposant ainsi au secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro. Celui-ci avait déclaré ne pas écarter la possibilité d'une issue militaire.

Enfin, jamais les relations entre le Venezuela et les Etats-Unis ne s'étaient à ce point détériorées. La radicalisation du processus chaviste et le type d'alliances internationales que Maduro entretient contreviennent aux intérêts actuels des Etats-Unis. Le président Trump a lancé une campagne de disqualification et d'affrontement qui repose sur trois piliers. Il a tout d'abord formé une coalition de pays, à l'échelle continentale et mondiale, qui élève le coût des décisions prises par le Venezuela. Il a ensuite décidé de sanctionner des représentants du régime à titre individuel, en commençant par le président Maduro lui-même. Sur le plan commercial enfin, les sanctions sont aussi destinées à affaiblir le pays, en tarissant son accès au crédit et en interdisant les transactions financières avec la cryptomonnaie, le Petro. Enfin, Washington a soutenu la campagne contre Maduro menée dans les médias et sur les réseaux sociaux à l'intérieur du pays et au niveau international.

Ces initiatives nord-américaines ont conduit la crise à un tournant, qui pourrait mener à l'extension des sanctions afin de provoquer un changement de régime négocié, ou à un recours à la force par un ensemble de pays du continent piloté par les Etats-Unis.

Deux scénarios se présentent pour 2019. Le premier est celui de la poursuite inexorable de la régression démocratique au moyen de mécanismes coercitifs, avec une faible possibilité de changement de régime à court terme. Le gouvernement continue de contrôler l'agenda public et réduit les espaces de liberté en réformant la Constitution, tandis que la crise économique s'aggrave. Dans le même temps, l'opposition partisane se renforce dans le pays et sur la scène internationale. Le régime fait l'objet d'une forte critique de l'Eglise catholique et d'autres acteurs de la société civile, mais tant qu'il ne se sentira pas menacé par des facteurs intérieurs comme une puissante coalition d'opposition, des dissensions au sein des forces armées ou des mobilisations de plus en plus violentes et hors de contrôle, le gouvernement ne changera pas de cap. C'est pour cette raison qu'il rejette toute coopération internationale, car il estime qu'elle constitue un prélude à une intervention politico-militaire et à une transition politique.

Le second scénario se base sur l'hypothèse que l'incertitude politique, la situation internationale et l'aggravation de la crise économique créent des conditions propices à un changement de régime car Maduro n'a plus aucun soutien intérieur ou extérieur.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement et l'opposition ne sont pas en mesure de parvenir à un compromis pour ouvrir des négociations, puis à un accord qui satisfasse toutes les parties et permette de résoudre la crise. Pendant ce temps, la communauté internationale fait pression pour qu'une issue à la crise soit trouvée, mais elle ne dispose pas de soutiens suffisants pour imposer sa volonté.

Traduit par Olivier Dabène